



## *Les délégués de presse FILPAC CGT s'adressent à l'ensemble des salariés de la presse quotidienne*

Personne, parmi les salariés de presse quotidienne, ne peut accepter que, soudain, un budget colossal soit prévu par la commission des Finances de l'Assemblée nationale dans le but unique de liquider dans la presse, tant nationale que régionale, l'emploi de 2000 ouvriers, employés, cadres, journalistes !

Si jamais le patronat et le gouvernement parvenaient à leurs fins, c'est l'emploi et les statuts de toutes et tous qui seraient, immédiatement après, remis en cause. Une machine infernale se mettrait alors en route qui alignerait la presse sur la politique antisociale du gouvernement. Ce même gouvernement qui préconise la nécessité de faire travailler les salariés au-delà de 60 ans...

L'argent de l'Etat, c'est-à-dire celui des contribuables, les fonds d'aide à la presse, doivent servir en priorité à relancer les titres, reconquérir le lectorat, certainement pas à aider le patronat à éliminer l'emploi de catégories sociales entières !

Au moment où Dassault, Lagardère, Rothschild, entre autres, font main basse sur les journaux quotidiens, la défense de tous les salariés de presse, dont les ouvriers du Livre, se mêle à la défense de la presse quotidienne elle-même.

Comment ne pas voir que l'annexion de la presse par quelques grands groupes industriels arrive au même moment où l'Etat débloque des capitaux considérables, à la demande de ces mêmes patrons, pour financer un plan de liquidation des salariés à statut, qu'il ose qualifier de « social ».

Un accord cadre professionnel et social vient d'être signé en presse parisienne, le 30 novembre 2004. Il prouve qu'un projet professionnel cohérent peut être établi. Les forces patronales et gouvernementales se coalisent pour l'élimination des salariés à statut dans le but que ce type d'accord ne s'applique pas.

Les délégués de la presse quotidienne, face à la situation de conflit qui vient de s'ouvrir, se déclarent :

- Totalement opposés à un vaste plan d'élimination (avec des départs à 50 ans dans la presse quotidienne nationale, selon les chiffres de l'Assemblée nationale), financé par-dessus le marché par des fonds publics au nom de la « modernisation de la presse ».
- Pour la promotion de la presse quotidienne, le développement et la revalorisation de tous les métiers qui concourent à sa fabrication, notamment par la formation professionnelle, et pouvant inclure des mesures sociales d'accompagnement, pour toutes les catégories de salariés.
- Pour la mise en œuvre des propositions et revendications de développements professionnels et syndicaux adoptés par la conférence fédérale de la presse des 9 et 10 décembre.

Les délégués de la presse quotidienne, dès la fin de la présente conférence, agiront pour que :

- Se tiennent dans toutes les entreprises de presse des assemblées du personnel afin que toute la transparence soit faite sur les intentions patronales et les revendications de l'ensemble des salariés.
- Les groupes de presse, notamment les deux plus grands, Lagardère et Dassault, soient amenés à expliquer en toute clarté la réalité de leurs objectifs.

Les délégués feront du 16 décembre une journée d'action et de mobilisation nationale de tous les salariés de la presse, nationale, régionale, départementale, pour :

- le pluralisme de la presse,
- l'emploi et les statuts,
- les nouvelles qualifications,
- les effectifs et de la charge de travail,
- et donc pour amener les éditeurs à de véritables négociations sur l'ensemble de ces thèmes et revendications.

Cette journée prendra la forme d'arrêts de travail pouvant aller jusqu'à la non-parution des titres. Elle sera marquée par la tenue à Paris d'un meeting national, où les délégations les plus nombreuses possibles de toutes les formes de presse quotidienne se rassembleront.

**Conférence fédérale de la Presse, Paris, Maison du Livre, le 10 décembre 2004**